

Panier Dépêches

Concours de Unes 2017



International

BEYROUTH, 20 mars 2017 (AFP) - Les forces du régime syriens ont intensément bombardé lundi matin des positions rebelles dans l'est de Damas après avoir repoussé la veille une attaque d'insurgés sur plusieurs quartiers de la capitale, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Il y a eu d'intenses raids aériens depuis l'aube sur des positions tenues par les rebelles dans le quartier de Jobar d'où l'attaque des insurgés a été lancée", a indiqué à l'AFP Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'OSDH.

SOMALIE-CONFLIT-FAMINE-SÉCHERESSE,PREV Les villageois affamés fuient la "saison de la mort" en Somalie (REPORTAGE)20/03/2017 09:10:14 GMT+01:00#712754 DGTE 293 ECK55 (4) AFP (867)

Par Tristan MCCONNELL =(Video+Photo)= **ATTENTION - Photo par Tony Karumba. Vidéo par Abdi Hussein ///**

BAIDOA (Somalie), 20 mars 2017 (AFP) - Mariam Ibrahim, ses sept enfants et deux familles de voisins, sont les derniers à avoir quitté leur village du sud-ouest de la Somalie. Ils ont chargé leurs rares effets - couvertures, ustensiles de cuisine, matelas et vêtements - sur une charrette tirée par un âne et louée pour l'occasion, et ont marché à ses côtés pour

parcourir les 20 km les séparant de la ville la plus proche, Baidoa, à la recherche de nourriture.

"Il n'y plus personne au village à présent", explique la jeune femme de 28 ans.

Des milliers d'autres, les vêtements en lambeaux couverts de poussière, arrivent comme Mariam chaque jour à Baidoa: plusieurs saisons des pluies ratées et des récoltes quasi inexistantes menacent de transformer la terrible sécheresse actuelle en famine.

L'ONU a récemment mis en garde contre la "pire crise humanitaire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale", avec un risque de famine, déjà déclarée dans certaines zones du Soudan du Sud, en Somalie, au Yémen et au Nigeria. Au total, quelque 20 millions d'habitants dans ces quatre pays sont menacés par la famine.

Pour les Somaliens, le souvenir de la famine de 2011 qui emporta 250.000 personnes est toujours vivace. Mais Mariam explique que la situation actuelle semble pire.

La nourriture a d'abord manqué, ensuite les puits se sont asséchés. Le peu d'eau encore disponible est croupie: c'est d'ailleurs l'épidémie de choléra fin janvier dans son village d'Aliyow Mumin qui l'a décidée à partir.

- Née avec la famine -

Muslima Kusow est née avec la famine, il y a 25 ans, et a survécu à celle de 2011. Mais c'est bien la sécheresse de cette année qui pour la première fois l'a contrainte à abandonner son foyer.

Elle a quitté Roobey, son village d'agriculteurs, début mars, marchant pendant quatre jours vers le nord avec ses six enfants, pour gagner Baidoa.

Quand on lui demande pourquoi, elle mime quelqu'un en train de manger avec les doigts puis ouvre sa main, vide, et répond: "La soif. La faim".

Son plus jeune enfant, Asiba, deux ans, est aussi pâle qu'il est maigre et n'a pas la force de maintenir sa tête droite.

Au centre de santé Deeg-Roor, qui signifie "premières pluies", Abdirahim Mohamed explique que les nouveaux patients s'inscrivent à un rythme exponentiel pour le programme d'aide alimentaire soutenu par l'Unicef, le Fonds des Nations unies pour l'enfance.

En février, 75 enfants y ont été admis, deux fois plus qu'en janvier. Un nombre qui devrait encore doubler en mars, prédit M. Mohamed.

Mais c'est vers l'hôpital de la ville que sont dirigés les cas les plus critiques, trop faibles pour se nourrir ou malades du choléra, qui a tué 286 personnes et touché 11.000 personnes depuis le début de l'année en Somalie.

- 'Tout le temps faim' -

Sur place, des tuk-tuk amènent sans arrêt de nouveaux patients tandis que les visiteurs sont aspergés d'une solution chlorée désinfectante quand ils quittent l'établissement.

Dans la salle de soins intensifs du centre de malnutrition, huit des neuf lits sont occupés par des enfants veillés par leur mère.

Hamsia Ibrahim, 32 ans, est en train d'administrer un peu de son lait maternel à Shamsa, sa petite fille de sept mois, à l'aide d'une seringue reliée à une sonde gastrique. Son mari et leurs cinq autres enfants vivent dans un camp des environs depuis leur arrivée il y a un mois.

"Mes autres enfants ont faim tout le temps mais il ne sont pas malades comme elle", dit-elle en désignant Shamsa, qui a perdu beaucoup de poids à cause de la diarrhée et des vomissements.

A l'extérieur, les camps de déplacés ne cessent de s'étendre. En février, 3.967 nouvelles familles avaient été enregistrées, selon l'ONU. Pour la première semaine de mars, leur nombre se montait déjà à 2.929.

Une famille moyenne est estimée à six personnes, ce qui veut dire qu'environ 2.500 personnes arrivent quotidiennement à Baidoa.

- 'Grenier à grain' -

Et les conditions demeurent éprouvantes dans les camps: en milieu d'après-midi, la température avoisine les 40°, les allées sont balayées par un vent brûlant.

D'ailleurs, tout le monde a faim au ADC-3, un camp baptisé, comble de l'ironie, du nom d'une défunte "Société pour le développement agricole" qui distribuait avant 1991 des surplus de céréales à la population, dans une région qui est traditionnellement le grenier à grain du pays.

Une vieille dame fait son apparition dans le camp: elle avance lentement, épuisée, à la recherche de sa famille. Cela fait deux jours qu'elle marche, sans manger ni boire. Un habitant bien intentionné lui donne de l'eau à boire et la vieille femme s'évanouit.

Elle reprend connaissance rapidement tandis que, depuis retrouvée, sa fille de 30 ans, Dero, est à son chevet et tente de la rafraîchir en lui passant de l'eau sur les bras. Elles aussi ont abandonné leur village, faute de récolte, de nourriture à acheter et d'eau dans les puits.

Les prévisions météorologiques pour les semaines à venir ne sont guère rassurantes et la crise pourrait empirer. Dans cette partie du pays, la famine de 2011 est connue sous le nom de "terimbow", "la saison de la mort". Cette année, la famine qui menace n'a pas encore de nom.

tmc/fb/fal/ndy/jpc/jhd

CHINE-TIBET-SUICIDE-POLITIQUEChine: un Tibétain s'immole par le feu
(gvt en exil, association)20/03/2017 10:16:03 GMT+01:00#712954 DGTE 385 ECL47 (4)
AFP (280)

PÉKIN, 20 mars 2017 (AFP) - Un Tibétain de 24 ans s'est immolé par le feu dans le sud-ouest de la Chine, ont annoncé le gouvernement tibétain en exil et une association, disant ignorer si l'homme était mort ou non des suites de ses brûlures.

L'homme, un célibataire du nom de Pema Gyaltzen, a tenté de mettre fin à ses jours samedi à l'extérieur d'un temple bouddhiste à Xinlong (Nyarong en tibétain), dans la province du Sichuan, a rapporté sur son site internet le gouvernement tibétain en exil en Inde.

"Il a appelé au retour du dalaï lama et pour la liberté au Tibet", selon la même source.

Interrogée lundi par l'AFP, la police de Xinlong a dit n'être pas en mesure de confirmer ces informations.

Selon le gouvernement tibétain en exil, il s'agit du premier cas d'immolation par le feu cette année et du 146e depuis que des Tibétains ont commencé à recourir en 2009 à ce mode de

protestation contre la présence chinoise au Tibet. Le dernier événement de ce type remontait à décembre 2016.

"L'homme semblait encore en vie lorsqu'il a été emmené par la police", selon l'association Free Tibet, qui a dit n'avoir aucune information sur son état de santé du fait des restrictions aux communications intervenues sur place à la suite du drame.

D'après le gouvernement en exil, une dizaine de proches de Pema Gyaltzen ont été frappés et placés en détention par la police locale après avoir demandé à voir la victime.

Le drame est survenu une semaine après l'anniversaire, le 10 mars, du soulèvement de Lhasa contre la présence chinoise au Tibet, qui devait se solder par le départ en exil du dalaï lama, le chef spirituel tibétain.

bar/emd

PHILIPPINES-BIRMANIE-UE-DROGUES-DROITSHOMME-POLITIQUEPour
Duterte, les eurodéputés sont "fous"20/03/2017 11:02:05 GMT+01:00#713111 DGTE 465
ECM27 (4) AFP (292)

=(Photo)=

NAYPYIDAW (Birmanie), 20 mars 2017 (AFP) - Les députés européens sont "fous", a estimé le président philippin Rodrigo Duterte en réponse à une résolution du Parlement européen qui a condamné la semaine passée le "nombre élevé d'exécutions extrajudiciaires" dans la guerre contre la drogue.

"Je ne comprends pas ces fous. Pourquoi essayez-vous de vous imposer? Pourquoi ne vous occupez-vous pas de vos propres affaires?", a déclaré Duterte en voyage officiel dans la capitale birmane Naypyidaw.

"Pourquoi venez-vous nous faire chier?", a ajouté Rodrigo Duterte, connu pour son franc-parler et qui se répand souvent en injures contre toute personne osant le critiquer.

Ce dernier a été élu président l'an dernier en promettant d'éradiquer le fléau de la drogue en faisant abattre des dizaines de milliers de personnes, trafiquants et toxicomanes.

Depuis son entrée en fonctions fin juin, la police a annoncé avoir tué 2.500 personnes lors d'opérations antidrogue mais les organisations de défense des droits de l'Homme évoquent plutôt 5.000 morts.

Amnesty International et Human Rights Watch estiment que des crimes contre l'humanité sont peut-être commis aux Philippines.

Dans leur résolution, les élus européens avaient demandé la semaine passée aux Nations unies d'ordonner une "enquête internationale indépendante" sur ces "meurtres illégaux".

Ils évoquaient des "informations crédibles" selon lesquelles la police philippine "maquille des preuves pour justifier des meurtres extrajudiciaires".

Le gouvernement du président Duterte devrait "donner la priorité à la lutte contre les trafiquants et les barons de la drogue, plutôt qu'à la poursuite des petits consommateurs", estiment encore les eurodéputés.

Dans son discours dimanche, Duterte a réaffirmé qu'il allait poursuivre sa politique. "Plus de gens vont mourir. Je l'ai dit, je ne vais pas m'arrêter. Je continuerai jusqu'à ce que le dernier seigneur de la drogue des Philippines soit tué et que les derniers revendeurs quittent les rues", a-t-il déclaré.

cgm/kma/tib/pt

RUSSIE-COR
RUPTION-PRI
SON-BTP

Russie: détournements lors du chantier de la plus grande prison d'Europe

20/03/2017 11:57:03 GMT+01:00

#713380 DGTE 607 ECN69 (4) AFP (296)

=(Photo Archives)=

SAINT-PÉTERSBOURG, 20 mars 2017 (AFP) - Près d'un million d'euros ont été détournés en Russie dans le cadre du chantier de la plus grande prison d'Europe, près de Saint-Pétersbourg, en retard de deux ans, ont annoncé lundi les autorités locales.

L'ancien directeur de la société chargée de la construction de cette prison, pouvant accueillir 4.000 détenus, à Kolpino, dans la banlieue de l'ex-capitale impériale russe (nord-ouest), a été arrêté pour détournement, a indiqué l'antenne locale du Comité d'enquête, organe chargé des principales affaires.

Viktor Koudrine, ancien directeur de la société GSK, a signé un contrat avec l'antenne locale des services pénitentiaires pour construction de la prison à Kolpino et entre 2007 et 2015, s'est vu verser par l'Etat plus de 12,27 milliards de roubles (environ 198 millions d'euros au taux de lundi), selon un communiqué du comité.

Il n'a cependant pas réalisé l'ensemble des travaux prévus et volé plus de 56,64 millions de roubles", soit près d'un million d'euros), précise le communiqué.

Cette affaire devient la dernière en date de corruption ou détournements éblouissant des chantiers publics en Russie, comme ceux liés à l'organisation des JO d'hiver de Sotchi en 2014 ou ceux du nouveau cosmodrome de Vostotchny dans l'Extrême Orient.

Kresty-2 doit devenir la plus grande prison d'Europe (35 hectares) et la plus moderne de Russie, avec des cellules allant de 16 à 30 mètres carrés pour respectivement deux ou quatre détenus.

La nouvelle prison aurait dû ouvrir ses portes en 2015 mais les travaux de construction sont toujours en cours.

La prison Kresty-2 à Kolpino a pour vocation de remplacer celle de Kresty, une prison du 19e siècle actuellement surpeuplée située en pleine centre de l'ancienne capitale impériale russe. Actuellement surpeuplée, cette dernière a vu défiler entre ses murs des milliers de prisonniers politiques, de Trotski aux dissidents soviétiques.

mak/mp/gmo/pt

DIPLOMATIE-GUERRE-ARTS-CULTURE-UNESCO-FRANCE-EMIRATS-PATRIMOINE,PREV

Les biens culturels détruits par le terrorisme et la guerre (REPERES)

20/03/2017 12:32:27 GMT+01:00

#713571 DGTE 703 ECO65 (4) AFP (606)

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - Rappel des principaux biens culturels détruits par des extrémistes ou lors de conflits, alors qu'est lancée lundi à Paris une alliance internationale pour la protection du patrimoine culturel menacé par le terrorisme et la guerre.

- Irak -

Depuis sa montée en puissance en 2014, le groupe Etat islamique (EI) s'est livré à "un nettoyage culturel" en rasant une partie des vestiges de la Mésopotamie antique ou en revendant des pièces au marché noir.

Le site de Nimrod, joyau de l'empire assyrien fondé au XIII^e siècle, a été dévasté. Des vidéos avaient déjà montré des combattants de l'EI détruire au bulldozer, à la pioche ou à l'explosif le site ou saccager des trésors pré-islamiques dans le musée de Mossoul.

Le groupe s'en est aussi pris à Hatra, cité de la période romaine vieille de plus de 2.000 ans.

Dans le chaos qui a suivi l'invasion américaine de 2003, au moins 32.000 pièces ont été volées sur les 12.000 sites archéologiques répertoriés. A Bagdad, 15.000 autres pièces ont été dérobées dans le Musée national.

- Syrie -

A Palmyre, l'EI a détruit les plus beaux temples, ainsi que plusieurs des célèbres tours funéraires.

Il a aussi vandalisé le site archéologique assyrien de Tell Ajaja et détruit ou pillé les sites de Mari, Doura Europos, Apamée et autres.

Mais l'EI n'est pas le seul responsable des ravages. Depuis le début du conflit syrien en 2011, une grande partie des destructions ont été provoquées par des combats à l'artillerie lourde.

A Alep, le minaret seldjoukide de la mosquée des Omeyyades s'est effondré et le souk aux boutiques parfois centenaires a été partiellement détruit par les flammes. La citadelle a vu une section de ses remparts s'effondrer.

Le Krak des chevaliers, citadelle croisée près de Homs, a été touché et le célèbre musée de mosaïques à Maaret al-Noomane gravement endommagé.

Les forces du régime ont été aussi accusées de pillages.

- Mali -

Tombouctou, "la cité des 333 saints" inscrite au patrimoine mondial de l'humanité, est restée d'avril 2012 à janvier 2013 sous le contrôle de groupes armés islamistes liés à Al-Qaïda. En juin 2012, les jihadistes ont entamé la démolition de plusieurs mausolées, témoignage de l'âge d'or de la ville au XVI^e siècle. En janvier 2013, l'Institut de recherches islamiques Ahmed Baba a été saccagé mais la majeure partie des célèbres manuscrits et livres précieux avaient été mis à l'abri.

- Libye -

En août 2012, des islamistes ont démoli à coup de pelleteuse et profané le mausolée du sage Al-Chaab al-Dahmani, à Tripoli. Ils ont aussi fait exploser le mausolée du cheikh Abdessalem al-Asmar, un théologien soufi du XVIe siècle à Zliten. Une bibliothèque et une université du même nom ont également été la cible d'actes de destruction et de pillage.

- Afghanistan -

En mars 2001, le chef suprême des talibans, le mollah Omar, a ordonné la destruction des deux bouddhas géants de Bamiyan, trésors archéologiques vieux de plus de 1.500 ans, jugés "anti-islamiques" car mettant en scène des représentations humaines. Pendant 25 jours, des centaines de talibans venus de tout le pays se sont acharnés à détruire, à coups de roquettes et de dynamite, les gigantesques statues.

- Ex-Yougoslavie -

Fin 1991, lors du conflit serbo-croate, la ville médiévale de Dubrovnik, classée au patrimoine mondial de l'humanité, a été ravagée. La bibliothèque nationale de Sarajevo, joyau de l'architecture austro-hongroise du XIXe siècle, a été détruite en août 1992 par l'artillerie des forces serbes bosniaques pendant la guerre inter-communautaire de Bosnie.

En novembre 1993, le vieux pont de Mostar, considéré comme un chef d'oeuvre de l'architecture ottomane, a été détruit par les forces croates de Bosnie.

doc-ber/alc/bir

IRAK-CONFLIT-JIHADISTES,PREV

Bataille de Mossoul: les civils pris au piège dans la Vieille ville (PAPIER GENERAL)

20/03/2017 13:35:17 GMT+01:00

#713900 DGTE 896 ECQ58 (4) AFP (634)

Par Tony GAMAL-GABRIEL, avec Edouard GUIHAIRE à Bagdad

=(Photo+Video)=

MOSSOUL (Irak), 20 mars 2017 (AFP) - Les forces irakiennes ont affirmé lundi poursuivre les combats pour reprendre la Vieille ville de Mossoul (nord) au groupe Etat islamique, un objectif stratégique, mais compliqué: des milliers de civils y sont pris au piège par les jihadistes.

En s'emparant du quartier, les forces gouvernementales reprendraient du même coup la mosquée al-Nouri, lieu ô combien symbolique puisque c'est à cet endroit que le chef des jihadistes Abou Bakr al-Baghdadi a fait son unique apparition publique en juillet 2014, quelques jours après la proclamation de son "califat" sur les territoires conquis en Irak et en Syrie.

Située sur la rive occidentale du Tigre, fleuve qui coupe la ville en deux, la Vieille ville est un dédale de petites rues, fortement peuplé, guère propice à l'avancée des blindés, et où l'usage d'armes lourdes risque de mettre en péril la population civile.

Cet objectif s'inscrit dans le cadre de l'offensive lancée le 17 octobre par les forces irakiennes, soutenues par la coalition internationale antijihadistes sous commandement américain, pour reprendre Mossoul, deuxième ville d'Irak et dernier grand bastion de l'EI dans le pays.

Après en avoir conquis fin janvier les quartiers orientaux, les forces irakiennes mènent depuis le 19 février une opération sur l'ouest de la ville et se sont déjà emparées de plusieurs secteurs et bâtiments importants, à l'instar du siège du gouvernement de la province de Ninive ou de la gare ferroviaire.

Lundi, le général de brigade Mahdi Abbas Abdallah (Force d'intervention rapide) a indiqué à l'AFP que les forces irakiennes entendaient progresser vers l'ouest, et pénétrer de facto dans la Vieille ville, depuis le Pont de fer, situé à l'entrée du quartier, un secteur où d'intenses combats s'étaient déroulés dimanche.

"L'offensive a repris dans la même zone qu'hier (...) constituée de grands bâtiments, de marchés et de rues étroites où l'ennemi se terre", a-t-il dit.

Ces derniers jours, des responsables irakiens avaient affirmé que plusieurs bâtiments avaient été conquis dans le premier périmètre du quartier.

Les combats dans cet environnement urbain font craindre le pire pour les civils, s'est alarmée Lise Grande, la coordinatrice humanitaire de l'ONU pour l'Irak.

"Les gens qui fuient nous disent qu'il est très difficile d'entrer ou de sortir de la Vieille ville. Les familles risquent de se faire tirer dessus si elles partent, et elles sont en danger si elles restent", a-t-elle déclaré, dans un communiqué.

"C'est horrible. Des centaines de milliers de civils sont piégés et en situation de terrible danger".

- 180.000 déplacés à Mossoul-Ouest -

A Mossoul-Ouest, d'autres ont pu quitter la ville et fuir les combats qui tétanisent la population. Selon le gouvernement irakien, plus de 180.000 personnes venant de la partie occidentale de la métropole se trouvent actuellement hors de leur domicile.

Sur ce total, quelque 111.000 personnes ont trouvé refuge dans les 17 camps et centres d'accueil installés dans les environs de Mossoul, le reste étant souvent hébergé par des proches.

Selon l'ONU, le nombre de déplacés pourrait encore augmenter à mesure que les forces irakiennes progressent.

"Les agences humanitaires se préparent à la possibilité que 300.000 à 320.000 civils supplémentaires puissent fuir dans les prochaines semaines", a indiqué le Bureau des Nations unies pour la coordination des Affaires humanitaires (OCHA), alors que le gouvernement irakien a indiqué pouvoir encore accueillir 100.000 personnes.

"L'opération humanitaire à Mossoul-Ouest est bien plus importante et complexe que dans (Moussoul)-Est", a expliqué Lise Grande. "La principale différence, c'est que des milliers de familles sont restées chez elle dans l'Est, alors qu'à l'Ouest, des dizaines de milliers fuient".

"Nous avons préparé l'opération de Mossoul pendant des mois. Mais la vérité, c'est que la crise est en train de nous pousser jusque dans nos derniers retranchements", a-t-elle prévenu.

Avant la prise de Mossoul par l'EI en juin 2014, la population de la ville était estimée à deux millions d'habitants.

bur-eg/hj

UE-GB-POLITIQUE-BREXIT-DIPLOMATIE-ÉCONOMIE,LEADCôté UE, "tout est prêt" pour l'activation du Brexit (porte-parole)20/03/2017 13:32:10 GMT+01:00#713890 DGTE 887 ECQ49 (4) AFP (256)

BRUXELLES, 20 mars 2017 (AFP) - "Tout est prêt côté UE" pour entamer les négociations après le déclenchement, annoncé pour le 29 mars par le Royaume-Uni, de la procédure de divorce d'avec l'Union, a affirmé lundi un porte-parole de la Commission européenne.

"Nous sommes prêts à entamer les négociations", a réagi ce porte-parole, Margaritis Schinas, alors que Downing Street venait d'annoncer que la Première ministre Theresa May avait choisi d'activer le 29 mars prochain l'article 50 du Traité de Lisbonne.

Les dirigeants européens ont toujours indiqué qu'ils agiraient avec célérité pour lancer les négociations avec Londres, prévues pour durer deux ans maximum, délai après lequel la séparation devient automatique si aucun accord n'est trouvé.

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a rappelé lundi sur Twitter qu'il présenterait "sous 48 heures" après le déclenchement de la procédure du Brexit les "orientations de négociation" aux 27 autres Etats membres de l'UE. Les 27 devront se réunir rapidement en sommet pour fixer le cap et les "lignes rouges" dans les pourparlers, probablement début mai.

Les pourparlers ne devraient véritablement débiter que six à huit semaines après le déclenchement du Brexit, une fois que la Commission aura donné son vert et que son négociateur, le Français Michel Barnier, aura reçu un mandat de la part des 27 autres pays de l'UE.

Mme May souhaite un Brexit "clair et net" impliquant la sortie du marché unique afin de pouvoir reprendre le contrôle de l'immigration.

Très sensibles politiquement, les négociations s'annoncent aussi ardues du point de vue légal au vu de l'étendue des dossiers qu'elles couvriront.

arp-axr/agr/emd

USA-ESPIONNAGE-POLITIQUE-POLICE,PREV Collusion avec la Russie: Trump dénonce de "fausses informations" (PAPIER GENERAL-ACTUALISATION)20/03/2017 13:27:16 GMT+01:00#713873 DGTE 872 ECQ34 (4) AFP (799)

Par Michael MATHES avec Thomas URBAIN à New York **ATTENTION - Ajoute commentaires de Donald Trump sur Twitter ///**

WASHINGTON, 20 mars 2017 (AFP) - Donald Trump a vigoureusement rejeté lundi les accusations de collusion de son entourage avec la Russie pour influencer l'élection présidentielle américaine, à quelques heures d'une audition publique sur le sujet au Congrès.

(L'ancien directeur du renseignement) "James Clapper et d'autres ont jugé qu'il n'y avait aucune preuve de collusion entre le président des Etats-Unis et la Russie. Cette histoire, ce sont des fausses informations, et tout le monde le sait!", a-t-il tweeté, lundi matin à Washington.

La Commission du renseignement de la Chambre des représentants doit tenir ce lundi à 14H00 GMT une audience publique très attendue du directeur de la police fédérale FBI, James Comey, en charge de ce type d'affaires et aussi du patron des "grandes oreilles" américaines, la NSA, Mike Rogers.

Ces deux dossiers enveniment la vie politique américaine depuis des semaines et le refus du président de revenir sur ses tweets accusant Barack Obama de l'avoir mis sur écoute, malgré les démentis entament sérieusement sa crédibilité et consomment un temps précieux.

Le renseignement américain avait publié, début janvier, un rapport indiquant que la Russie avait piraté les comptes de responsables démocrates et tenté, plus généralement, de peser sur le scrutin présidentiel pour avantager Donald Trump.

Mais il n'existe pas de preuve que l'équipe de l'homme d'affaires a été impliqué dans cette campagne de déstabilisation, a affirmé dimanche le président de la commission du

renseignement de la Chambre des représentants, le républicain Devin Nunes, sur la chaîne Fox News.

Pas de preuve non plus, a-t-il expliqué, de la mise sur écoute de la Trump Tower avant l'élection, contrairement à ce qu'affirme depuis plusieurs semaines le président des Etats-Unis.

A la veille de l'audition du directeur du FBI James Comey, devant la commission présidée par Devin Nunes, le parlementaire a ostensiblement cherché, à l'unisson avec d'autres élus, à réorienter le débat vers la question des fuites émanant du renseignement.

Pour lui, à la différence des allégations portant sur les liens entre le camp Trump et la Russie ou la mise sur écoute supposée de la Trump Tower, il est établi que ce délit-là "a bien été commis".

Le président américain a renchéri lundi, enjoignant le Congrès et le FBI, qui ont chacun lancé des enquêtes indépendantes sur ces allégations, de s'intéresser au "vrai sujet" selon lui: "la fuite d'informations classifiées".

"Il faut trouver l'auteur des fuites maintenant!", a-t-il tonné au cours d'une série de tweets matinaux dont il est coutumier.

L'enquête en cours doit ainsi faire la lumière sur l'origine de la fuite qui a révélé les contacts entre Michael Flynn et l'ambassadeur de Russie aux Etats-Unis, contraignant le conseiller pour la sécurité nationale de Donald Trump à démissionner quelques jours seulement après sa nomination, a insisté Devin Nunes.

Si le renseignement peut intercepter des communications entre un citoyen américain et un ressortissant étranger, il n'est pas admissible que le nom du premier soit dévoilé publiquement, a martelé l'elu.

- Trump appelé à s'excuser -

Interrogé dimanche sur la chaîne Fox Business, le porte-parole de la Maison Blanche, Sean Spicer s'est demandé pourquoi une enquête criminelle n'était pas diligentée pour établir l'origine des informations. Le FBI a jusqu'ici refusé de confirmer ou d'infirmer l'existence d'une enquête formelle.

Lors de leur audition, lundi, James Comey et le directeur de l'agence de renseignement américaine NSA Mike Rogers, pourraient apporter de nouveaux éléments concernant ces fuites.

L'événement est très attendu car il verra pour la première des responsables du renseignement américain répondre publiquement à des questions sur le rôle de la Russie dans l'élection, ses relations avec l'équipe Trump et les accusations de mise sur écoute de Donald Trump.

Bien que tous les parlementaires qui ont été informés par les services de renseignement aient indiqué qu'il n'existait pas de preuve d'écoutes à la Trump Tower, la nouvelle administration se refuse toujours à mettre ce dossier derrière elle.

Dimanche, Sean Spicer, a expliqué que les investigations concernant les écoutes n'étaient pas terminées et qu'il fallait attendre les conclusions définitives.

"Ce n'est pas forcément aussi bizarre que le suggère la presse", a appuyé dimanche le sénateur républicain Ted Cruz au sujet des écoutes. "Nous savons que l'administration Obama a visé des ennemis politiques", a-t-il affirmé, sans donner d'exemple.

Mais, au même titre que d'autres dossiers, cette polémique divise au sein du parti républicain et plusieurs élus aimeraient en finir.

Elu républicain à la Chambre des représentants, Will Hurd a suggéré dimanche à Donald Trump de présenter ses excuses, au sujet de ces écoutes en général et plus particulièrement au Royaume-Uni pour avoir laissé entendre que le renseignement britannique y avait contribué.

"Le FBI doit vraiment tout mettre à plat", a estimé la chef de file démocrate à la Chambre des représentants, Nancy Pelosi. "Parce que l'administration a décidé qu'elle pouvait dire n'importe quoi en toute impunité et c'est très dommageable."

bur-tu/kal/vog

GUATEMALA-POLICE-DÉLINQUANCE-ENFANTS-ÉMEUTES

Guatemala/mutinerie dans une prison pour mineurs : deux surveillants tués

20/03/2017 15:31:17 GMT+01:00

#714522 DGTE 1191 ECT53 (4) AFP (241)

GUATEMALA, 20 mars 2017 (AFP) - Au moins deux surveillants ont été tués dimanche soir lors d'une mutinerie dans une prison pour mineurs au Guatemala qui visait à dénoncer des mauvais traitements, ont annoncé les autorités.

"Il y a deux surveillants morts", a déclaré à l'AFP une source policière. Au cours de cette émeute d'une quarantaine de membres d'une bande, Barrio 18, quatre fonctionnaires ont été blessés et cinq autres retenus en otage, en plus des deux battus à mort.

La mutinerie a débuté pour protester contre les sévices infligés aux détenus par les surveillants, selon Abner Paredes, le responsable du secteur jeunesse au parquet chargé des droits de l'Homme.

"Dans ce centre, nous avons constaté des agressions permanentes de la part des surveillants", a déclaré à l'AFP M. Paredes.

En outre, les jeunes demandaient le retour de prisonniers transférés, de meilleures conditions d'alimentation et un assouplissement du régime des visites.

Ce centre de détention avait déjà été le théâtre en 2005 d'un affrontement entre bandes qui avait fait 14 morts.

L'émeute de dimanche soir a eu lieu dans la prison pour mineurs de San José Pinula, à quelques kilomètres à l'est de la capitale, Guatemala. Le site est collé au foyer pour mineurs Hogar Seguro ("foyer sûr") Virgen de la Asuncion, où 40 adolescentes ont péri le 8 mars dans un incendie.

L'établissement pour adolescentes, ouvert en 2006, avait déjà été dénoncé par le passé pour des mauvais traitements et abus sexuels sur les pensionnaires.

hma/fj/tup/qlr

USA-RUSSIE-CONGRÈS-POLITIQUE-ESPIONNAGE URGENT ¥ Le directeur du FBI confirme l'existence d'une enquête sur des liens entre Moscou et des proches de Trump20/03/2017 15:42:46 GMT+01:00#714615 DGTE 1234 ECT96 (3) AFP (128)

WASHINGTON, 20 mars 2017 (AFP) - Le directeur du FBI James Comey a confirmé lundi l'existence d'une enquête sur les tentatives d'ingérence russe dans la campagne présidentielle américaine de 2016, et notamment sur une possible "coordination" entre des membres de l'équipe Trump et le gouvernement russe.

"J'ai reçu l'autorisation du ministère de la Justice de confirmer que le FBI, dans le cadre de notre mission de contre-espionnage, enquête sur les tentatives du gouvernement russe de s'ingérer dans l'élection présidentielle de 2016", a déclaré James Comey lors d'une audition à la Chambre des représentants.

"Cela inclut des investigations sur la nature de tout lien entre des individus liés à l'équipe de campagne Trump et le gouvernement russe, et pour déterminer s'il y a eu coordination entre la campagne et les efforts russes", a-t-il ajouté.

ico/kal

SOUDANSUD-ACCIDENT-AVIATION,LEADUn avion de ligne s'écrase au Soudan du Sud: au moins 14 blessés20/03/2017 16:06:16 GMT+01:00#714798 DGTE 1325 ECU87 (4) AFP (222)

JUBA, 20 mars 2017 (AFP) - Un avion de ligne transportant 45 personnes s'est écrasé au moment d'atterrir lundi à l'aéroport de la ville de Wau, dans le nord-ouest du Soudan du Sud, a-t-on appris de sources officielle et aéroportuaire.

"Nous avons reçu 14 patients qui ont été hospitalisés en urgence et sont dans un état stable", a déclaré à l'AFP le ministre de l'Information de l'Etat de Wau, Bona Gaudensio, sans pouvoir dire si des personnes étaient décédées.

Gabriel Ngang, le directeur de la compagnie sud-soudanaise South Supreme Airlines, a indiqué à l'AFP qu'il y avait "40 passagers et cinq membres d'équipage" à bord.

Il a précisé que l'avion effectuait la liaison entre la capitale du pays, Juba, et Wau, mais n'a pas souhaité s'étendre sur les circonstances du drame.

Selon une source aéroportuaire, le crash aurait été causé par les difficiles conditions météorologiques.

"La visibilité n'était pas bonne et il (l'avion) atterrissait d'est en ouest, et il s'est écrasé en bout de piste. Le temps n'était pas clair, c'est pour ça qu'il s'est écrasé. Je pense que le pilote ne voyait pas bien la piste", a déclaré à l'AFP Paul Charles, un ingénieur de l'aéroport. Des photos circulant sur les réseaux sociaux montrent un reste de carlingue fumante et très largement détruite, seul l'aileron de queue, portant le logo de South Supreme Airlines, paraissant intact.

str-fb/cyb/fal/jh

Politique

ÉLECTION-PRÉSIDENTIELLE-FRANCE2017-PARTIS-CONSTITUTION,PREVLes pouvoirs du président de la République (ENCADRE-DOSSIER)20/03/2017 10:03:11 GMT+01:00#712912 DGTE 365 ECL27 (4) AFP (396)

=(Infographie)=

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - Les pouvoirs du président de la République sont définis par la Constitution du 4 octobre 1958, qui établit un exécutif à deux têtes, partagé entre président et gouvernement.

Certains pouvoirs sont propres au chef de l'Etat, d'autres sont partagés avec le Premier ministre.

Depuis 1959 s'est imposée la notion du "domaine réservé" du président de la République en matière de défense et de diplomatie.

Les trois cohabitations (1986-1998, 1993-1995 et 1997-2002) ont amoindri la fonction présidentielle en donnant au chef de l'Etat le statut de leader de l'opposition.

Le quinquennat, appliqué pour la première fois en 2002, réduit nettement le risque de cohabitation.

- Le président de la République veille au respect de la Constitution. Il est le garant de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire. C'est dans ce cadre qu'il est maître du "bouton" nucléaire, en réalité une clé chiffrée.

- Il prend les mesures exigées en cas de crise (article 16, relatif aux "pouvoirs exceptionnels").

- Il nomme le Premier ministre. Il met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du gouvernement. Sur proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du gouvernement et met fin à leurs fonctions. Il préside le Conseil des ministres, signe les ordonnances et les décrets. Il nomme les principaux responsables de l'administration. Ces nominations sont mieux encadrées depuis la révision constitutionnelle de 2008.

- Il est l'interlocuteur des dirigeants des autres pays, accrédite les ambassadeurs, négocie et ratifie les traités.

- Il est le chef des armées.

- Il soumet à référendum certains projets de loi.

- Il promulgue les lois, peut dissoudre l'Assemblée nationale et convoquer le Parlement en session extraordinaire.

- Il est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire et est assisté par le Conseil supérieur de la magistrature.

- Il peut être à l'initiative d'une révision de la Constitution (ainsi que le Parlement).

- Il peut saisir le Conseil constitutionnel, dont il choisit trois membres sur neuf et nomme le président.

- Il n'est responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions qu'en cas de "haute trahison". Il est jugé par la Haute Cour de justice.
- En contrepartie à l'immunité qui lui est accordée pendant la durée de son mandat, il peut être destitué "en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat". C'est une sanction politique et non pénale.

bur-sg/chr/cam

**ENQUÊTE-FRAU
DE-ÉLECTIONS
-PARTIS-LR-PR
ÉSIDENTIELLE**

Affaire Fillon: Marc Joulaud (LR) "convoqué en vue d'une mise en examen"

20/03/2017 10:35:05 GMT+01:00

#713007 DGTE 412 ECL74 (4) AFP (283)

RENNES, 20 mars 2017 (AFP) - Le maire LR de Sablé-sur-Sarthe et député européen, Marc Joulaud, ancien employeur de Penelope Fillon et lui-même ex-assistant parlementaire et ancien suppléant de François Fillon, a été convoqué par les juges d'instruction en vue d'une mise en examen, a-t-il fait savoir lundi à l'AFP.

"Je serai entendu dans les prochains jours. J'ai reçu une convocation en vue d'une mise en examen", a déclaré M. Joulaud, selon des propos transmis par son attachée parlementaire, Vanessa Charbonneau. L'eurodéputé n'a pas souhaité donner la date de sa convocation. "Je répondrai à

toutes les questions des juges", a-t-il assuré.

Marc Joulaud, 49 ans, avait remplacé en juillet 2002 François Fillon, alors nommé au gouvernement, à son siège de député. Il avait employé Penelope Fillon comme assistante parlementaire. Le 25 janvier, Le Canard Enchaîné a révélé que Penelope Fillon avait été l'assistante parlementaire de son époux à l'Assemblée nationale, et posé la question d'un possible emploi fictif. Entre 1986 et 2013, auprès de François Fillon ou de son suppléant Marc Joulaud (2002-2007), Penelope Fillon a perçu 680.380 euros net, soit environ 3.600 euros mensuels net.

L'enquête menée par les juges d'instruction cherche à déterminer si Mme Fillon a effectivement exercé une activité pendant les années où elle a été rémunérée en tant qu'assistante parlementaire de son mari, puis de M. Joulaud quand M. Fillon était au gouvernement ou à Matignon.

François Fillon, mis en examen mardi notamment pour détournement de fonds publics et complicité d'abus de biens sociaux pour les possibles emplois fictifs de sa femme et de deux de leurs enfants comme assistants parlementaires, a de nouveau défendu sa femme: "j'ai employé mon épouse et la réalité de son travail est indéniable", a-t-il assuré aux juges. dom/jlv/phc

ÉLECTIONS-PRÉSIDENTIELLE-FRANCE2017-PARTIS-MÉDIAS,PREVPrésidentielle:
premier débat télévisé en forme de coup d'envoi de la campagne (PAPIER
GENERAL-ACTUALISATION)20/03/2017 11:40:48 GMT+01:00#713319 DGTE 571 ECN33
(4) AFP (685)

Par Marc PRÉEL, Baptiste PACE **ATTENTION - AJOUTE déclarations ///**

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - Les cinq principaux candidats à la présidentielle se retrouvent lundi soir pour un débat inédit et déterminant qui devrait donner le véritable coup d'envoi de la campagne à moins de cinq semaines du premier tour.

Quarante-trois ans après le premier débat télévisé de second tour entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, cinq des candidats à la présidentielle, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron, Benoît Hamon et François Fillon s'affrontent à partir de 21H00 sur TF1 et LCI.

Deux autres débats sont prévus d'ici au 23 avril, l'un sur BFMTV et CNews le 4 avril, l'autre sur France 2 le 20 avril, consacrant la télévision comme forum électoral incontournable, après déjà quatre affrontements télévisés de la primaire de la droite et autant à gauche. Des séquences qui pourraient jouer un rôle déterminant alors que seuls 66% des Français se disent certains d'aller voter, selon une enquête du Cevipof.

"Quel modèle de société?", "quel modèle économique?" et "quelle place pour la France dans le monde?" sont les trois thématiques autour desquelles débattront pendant plus de 2H30 les cinq candidats, disposé en cercle afin de favoriser les confrontations.

En introduction, les candidats, entourés d'un public de 400 personnes dont une trentaine de soutiens chacun, devront répondre en maximum 1 minute 30 à la question classique "Quel président voulez-vous être?".

Ce format à cinq est contesté car il exclut les six autres candidatures validées par le Conseil constitutionnel vendredi: les trotskistes Philippe Poutou (NPA) et Nathalie Arthaud (Lutte Ouvrière), les souverainistes Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) et François Asselineau (UPR), le centriste Jean Lassalle et le vétéran inclassable Jacques Cheminade.

"Ce n'est pas une chaîne de télévision" qui "doit sélectionner en avance les candidats", a répété lundi M. Dupont-Aignan.

"Si on prenait le critère qu'a pris TF1 pour ce débat, les sondages, ni M. Hamon, qui était à 2%, n'aurait pu être le candidat socialiste (...) ni M. Fillon qui était à l'époque à moins de 10%", a argumenté le candidat souverainiste, qui a quitté le plateau du 20 heures de TF1 samedi soir.

"Ce n'est pas au niveau". "Les Français jugeront, je l'espère", a renchéri Jean Lassalle.

- Hollande 'très réservé' -

A 34 jours du premier tour, la candidate FN et Emmanuel Macron, à des niveaux proches en tête des sondages, apparaîtront dans l'arène lundi soir avec le statut de favoris.

Dimanche soir sur France 2, M. Macron a regretté d'être "devenu la cible principale". Proche de François Hollande, Julien Dray (PS) a demandé lundi matin à Benoît Hamon de "s'affronter à la droite, à l'extrême droite" et "de ne pas considérer qu'Emmanuel Macron est le pire adversaire dans cette campagne".

Selon deux sondages Odoxa et Kantar-Sofres publiés dimanche, le candidat d'En Marche! et la candidate FN sont au coude-à-coude autour de 26%, devançant un François Fillon autour de 19%, et Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, distancés à environ 12%.

Au lendemain d'un week-end où ces deux derniers ont réussi leurs démonstrations de force à Paris, l'un samedi place de la République, l'autre à Bercy dimanche, les deux candidats de gauche verront l'occasion de relancer des campagnes qui plafonnent.

Leurs proches soulignent tous deux le grand nombre d'indécis qui rend possible des inversions de tendance.

Côté François Fillon, qui cherche à lui aussi à trouver une dynamique malgré l'affaire des emplois présumés fictifs de sa famille, ce débat "c'est en quelque sorte le début de la campagne. Ca va faire tomber un certain nombre de masques", pense son porte-parole Luc Chatel.

Assurant ne pas avoir "préparé particulièrement" l'épreuve, Marine Le Pen, elle aussi aux prises avec des affaires, a dit espérer dimanche un débat "de fond". Celui s'annonce "particulièrement clivant. Marine Le Pen représentera le projet patriote et souverainiste (...) En face, il y aura François Fillon et Emmanuel Macron, les sortants des deux quinquennats précédents", a prévenu le vice-président du FN Florian Philippot.

L'exercice du débat télévisé ne risque-t-il pas l'overdose? François Hollande s'est dit "très réservé" devant des proches. "Si tout est banalisé, si on +primarise+ l'élection présidentielle, on émiette et on fragmente, on met tout en équivalence", s'est inquiété le chef de l'Etat.

pol-map-bpa/mat/kp

ASSURANT (isin = US04621X1081)

TF1 - TELEVISION FRANCAISE 1 (isin = FR0000054900)

Economie

INDUSTRIE-ENVIRONNEMENT-SOCIAL-EMPLOI-GOUVERNEMENTL'écologie à
l'honneur dans la 7e Semaine de l'industrie20/03/2017 14:38:22 GMT+01:00#714243 DGTE
1055 ECS17 (4) AFP (387)

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - La Semaine de l'industrie, événement annuel dédié aux métiers et formation industriels, met cette année l'accent sur les liens entre industrie et environnement alors que de nombreux secteurs industriels sont engagés dans une "transition écologique".

Cette 7e édition s'inscrit dans "un environnement plus favorable" pour une industrie française qui "a retrouvé des forces", a déclaré lundi à l'AFP le secrétaire d'État à l'Industrie Christophe Sirugue.

Près de 2.400 événements sont organisés dans toute la France: visites d'entreprises et d'établissements de formation, interventions dans les établissements scolaires, forums des métiers et "job dating". Près de 800 de ces rendez-vous auront pour thème "l'industrie, c'est aussi écologique".

L'objectif majeur est d'informer les jeunes, mais aussi plus largement les demandeurs d'emploi, sur les besoins en recrutement et la diversité des métiers.

"Il y a des emplois disponibles dans l'industrie" et "de la place pour tous" à tous les niveaux de formation, a souligné M. Sirugue. Et "la part de femmes est trop faible", note-t-il.

De 80.000 à 100.000 recrutements par an d'ici à 2020 sont attendus dans l'industrie.

"On a besoin de renforcer la formation", ajoute le secrétaire d'État. "Plus on a une industrie confrontée à des enjeux de transition numérique et écologique, plus les besoins de formation sont importants."

L'édition 2017 proposera un espace dédié aux offres de stages et d'emplois sur le site internet de la Semaine de l'Industrie.

Autre nouveauté: un concours d'impression 3D pour les jeunes: élèves, apprentis ou étudiants, de la 4ème à Bac+5. Ceux-ci devront concevoir et imprimer en 3D un prototype innovant représentant un objet du quotidien écologique.

Selon le baromètre annuel des Arts et Métiers publié lundi, réalisé par OpinionWay auprès de lycéens scientifiques, près d'un jeune sur deux (46%) souhaite travailler dans l'industrie, un chiffre en hausse de 3 points sur un an.

L'industrie représente aujourd'hui en France plus de 12% du PIB avec 275.000 entreprises employant au total 3,1 millions de salariés, hors intérim.

Reste que l'industrie française a vu son poids fortement réduit: depuis l'année 2000, la France a perdu 800.000 emplois industriels.

"Il y a des indicateurs qui montrent qu'il y a une amélioration" pour l'industrie française, assure M. Sirugue. "On est revenu à un niveau qui s'équilibre" entre créations et fermetures d'entreprises, et il y a même "un peu plus de créations que de destructions", observe-t-il.
sbo/fka/sd

USA-FRANCE-ESPAGNE-CÉLÉBRITÉS-DIRECTION-RICHESSE,PREVBill Gates toujours le plus riche, les géants d'internet se rapprochent (PAPIER GENERAL)20/03/2017 14:44:12 GMT+01:00#714265 DGTE 1072 ECS34 (4) AFP (631)

Par Thomas URBAIN =(Photo Archives)= **ATTENTION - Revoici avec signature ///**

NEW YORK, 20 mars 2017 (AFP) - Le co-fondateur de l'éditeur de logiciels Microsoft, Bill Gates, est toujours l'homme le plus riche du monde, selon le classement du magazine américain Forbes publié lundi, qui confirme l'ascension irrésistible des géants d'internet.

William Henry Gates III (61 ans) arrive en tête du classement pour la quatrième année d'affilée et la 18ème sur les 22 dernières années, avec une fortune personnelle estimée à 86 milliards de dollars.

Celui qui s'est lancé dans l'aventure Microsoft à 19 ans, abandonnant au passage ses études en deuxième année à Harvard, ne détient plus que 2,5% environ du capital de l'entreprise qu'il a co-fondée avec Paul Allen en 1975.

Outre les jeunes fortunes d'internet, le seul à avoir quelque peu bousculé la hiérarchie est le Français Bernard Arnault, PDG et fondateur du groupe de luxe LVMH, qui passe de la 14ème à la 11ème place.

Son patrimoine a augmenté de 22% en un an, à 41,5 milliards de dollars. Il devance maintenant sa compatriote Liliane Bettencourt, héritière de l'empire des cosmétiques L'Oréal, avec 39,5 milliards de dollars.

Le dauphin au classement est aussi un ami très proche de Bill Gates, l'investisseur américain Warren Buffett, qui le suit à bonne distance avec un patrimoine estimé à 75,6 milliards de dollars.

Le gourou de la finance qui a fait fortune à la tête de la holding Berkshire Hathaway a pris la place de l'Espagnol Amancio Ortega, fondateur de l'entreprise textile Inditex et de la principale marque du groupe, Zara.

L'homme d'affaires de 80 ans rétrograde à la quatrième place, avec une fortune personnelle estimée à 71,3 milliards de dollars, immédiatement derrière le PDG et fondateur du géant d'internet Amazon, Jeff Bezos.

Agé de 53 ans, le dirigeant au crâne rasé et au regard perçant détient environ 17% du capital de son groupe, qui ne cesse de se diversifier avec succès et pèse désormais plus de 400 milliards de dollars de capitalisation.

- Trump 544ème -

Portée par l'euphorie de la Bourse de New York ainsi que par une croissance très soutenue, Amazon a vu le cours de son action bondir, augmentant la fortune personnelle de Jeff Bezos de 61% en un an seulement, pour atteindre désormais 72,8 milliards de dollars.

Autre progression marquée, celle du PDG et fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg qui, à 32 ans seulement, est maintenant à la tête d'un patrimoine de 56 milliards de dollars, ce qui le situe en cinquième position du classement.

Mark Zuckerberg, Jeff Bezos et les co-fondateurs d'un autre géant d'internet, Google, Larry Page et Sergey Brin (43 ans tous deux), sont les seuls parmi les vingt premiers du classement à être âgés de moins de soixante ans.

Mais il y a beaucoup plus jeune. Le co-fondateur et président de la société de paiements Stripe, John Collison (26 ans), est ainsi le plus jeune milliardaire à n'avoir pas hérité de sa fortune, avec 1,1 milliard de dollars.

Il devance de quelques semaines Evan Spiegel, co-fondateur et directeur général du réseau social Snapchat, qui vient d'être introduit en Bourse. A 26 ans, le jeune homme pèse désormais 4 milliards de dollars.

Parmi les milliardaires de la vieille économie, apparaît, en 544ème position, le président des Etats-Unis Donald Trump, dont la fortune est estimée à 3,5 milliards de dollars.

L'homme d'affaires a souvent contesté l'évaluation faite par Forbes de son patrimoine, estimant qu'elle ne reflétait pas la valeur de la marque Trump.

En 2017, le nombre de milliardaires a bondi de 13% en un an, et atteint désormais 2.043, un record. Leur patrimoine a lui davantage progressé que leur nombre (+18%) et représente 7.670 milliards de dollars.

Les Etats-Unis restent le pays qui compte le plus de milliardaires en dollars, avec 565, devant la Chine (319 auquel on peut ajouter 67 à Hong Kong), l'Allemagne (114) et l'Inde (101).

tu/elc

Société

SANTÉ-COSMÉTIQUES-CONSOMMATIONÉpilation laser, minceur par le froid: l'Anses alerte des effets indésirables20/03/2017 09:00:06 GMT+01:00#712728 DGTE 268 ECK30 (4) AFP (276)

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - Certains appareils de soins esthétiques, comme ceux utilisant des lasers ou de la lumière pulsée pour épiler ou détruire les cellules graisseuses (lipolyse), exposent à des effets indésirables, averti lundi l'Anses, qui préconise de revoir le cadre réglementaire.

"Face aux effets observés et rapportés par de nombreuses études cliniques, l'Anses conclut à la nécessité de prendre des mesures visant à limiter la survenue d'effets indésirables", explique l'Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, dans un avis sur les risques liés à l'utilisation des "appareils à visée esthétique".

En ce qui concerne les appareils à épilation, les effets les plus fréquemment rapportés sont des réactions inflammatoires localisées, de faible intensité. Plus rarement, on observe des troubles pigmentaires ou des douleurs modérées, voire des brûlures oculaires ou cutanées profondes, en cas d'usage inadapté du dispositif, souligne l'agence de sécurité sanitaire.

Pour les appareils à lipolyse, les inflammations et les douleurs arrivent en tête, devant des cas de pigmentation, d'acné ou de croûtes lorsque sont utilisées des diodes laser. La cryolipolyse (qui vise à détruire les cellules graisseuses par le froid) peut, de son côté, entraîner des rougeurs, des inflammations et des douleurs qui régressent généralement en quelques heures, ajoute l'agence.

Dans son avis, cette dernière préconise de mettre en place "une information obligatoire préalable des usagers" appelés à utiliser ces appareils.

Elle recommande également de "revoir le cadre réglementaire" associé aux appareils à visée esthétique, notamment en leur appliquant les obligations actuellement associées aux dispositifs médicaux. Ces obligations, plus restrictives, imposent à des organismes certificateurs d'homologuer les produits, mais ces derniers restent exposés aux conflits d'intérêts car payés par les fabricants.

ez/abb/alu/bir

Par Antoine MIGNAN

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - Deux ans après le début de la vague d'attentats en France, les universités lancent de plus en plus de filières spécialisées dans la sécurité et le renseignement, pour répondre à la soif d'engagement des étudiants et aux besoins accrus de l'État.

"Me rendre utile, mettre ma pierre à l'édifice": Florian, étudiant en 3e année de droit à la Sorbonne est réserviste de l'armée de l'air. "Les attentats ont conforté mon choix de ne pas rester dans mon coin à travailler pour moi-même", raconte cet homme de 25 ans, candidat au master Expertise des conflits armés lancé par son université en 2016.

"Il y a eu un effet 13-Novembre", confirme à l'AFP Philippe Hayez, ancien directeur adjoint du renseignement de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et maître de conférence à Sciences-Po Paris. "Les élèves ont été ébranlés, ils se sont demandés comment être utiles et cela a engendré des réflexes professionnels".

Depuis, la DGSE reçoit "un flot constant de candidatures spontanées: environ 3.000 CV par an, soit deux fois plus qu'en 2014", détaille à l'AFP son directeur de l'administration Charles Moreau.

"Lorsqu'on se présente dans les universités, on remplit les amphithéâtres, on sent que notre discours parle aux jeunes", affirme-t-il.

Outre l'appel aux volontaires de la garde nationale, l'Etat a entrepris une grande campagne de recrutement: 1.400 nouveaux postes créés entre 2015 et 2017 au ministère de l'Intérieur dont 1.100 pour le seul renseignement, et 800 emplois pour la Défense d'ici 2018.

A la DGSE, 600 personnes sont recrutées chaque année, pour atteindre d'ici la fin 2019 le seuil des 7.000 agents.

Face à cet appel d'air, les universités ont initié des filières spécialisées en défense et sécurité. "Soixante-sept en France, dont environ 25 pour les seules sciences sociales" comme à la Sorbonne ou à Sciences-Po, dénombre Jean-Jacques Roche, directeur de la formation à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

- "salaire compétitif" -

Au programme de ces formations: droit de la sécurité intérieure, finances et politiques publiques de la défense, mais aussi cybersécurité, gestion des risques, renseignement, et simulations de crise... L'objectif est "de former de bons cadres généralistes capables de comprendre le langage des ingénieurs et les enjeux techniques de la sûreté", commente Guillaume Farde, conseiller scientifique de la filière de Sciences-Po.

"Le coeur de nos besoins n'est pas là", rétorque Charles Moreau, qui recrute toutefois par concours "50 profils de ce type chaque année".

Mais "le plus gros volume de recrutement concerne les spécialistes en télécommunications et en informatique, des techniciens supérieurs, des ingénieurs, des crypto-mathématiciens, etc...", ainsi que quelques "linguistes et traducteurs spécialistes des langues rares comme le russe, l'arabe, le chinois, le farsi ou d'autres dialectes des zones de conflits".

Pour ces "perles rares", 400 postes de contractuels sont ouverts chaque année à un "salaire compétitif compris entre 2.000 et 3.000 euros nets par mois en sortie d'école" pour attirer en particulier les étudiants des grandes écoles d'ingénieurs.

Recruter des spécialistes - en cybersécurité et en big data notamment -, c'est aussi une des priorités de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), dont les effectifs de contractuels vont bondir de 5 à 17% entre 2013 et 2018.

"Une croissance forte qui vise principalement à doter le service des ingénieurs, des techniciens et des analystes dont nous manquons cruellement", notait le patron de la DGSI Patrick Calvar, soulignant en février la nécessité "d'être concurrentiels" pour attirer des profils qui "font l'objet de beaucoup de demandes" dans le privé.

"Il faut rester prudent sur les débouchés", relativise Jean-Jacques Roche. "Le paysage évolue très rapidement en fonction des politiques publiques. Aujourd'hui, les demandes du marché se sont accrues, mais c'est une vague qui pourrait refluer très rapidement".

ama/pta/epe/cam

**PROCÈS-
MOSQUÉE
-ISLAM-R
ELIGION-
PARTIS-F
N**

Démolition ou non? La mosquée de la ville FN de Fréjus pourrait être fixée mardi

20/03/2017 09:30:51 GMT+01:00

AIX-EN-PROVENCE, 20 mars 2017 (AFP) - Démolie comme le souhaite la mairie FN ou épargnée malgré l'absence d'un permis de construire régulier? La mosquée de Fréjus (Var), au coeur d'un feuilleton judiciaire à rebondissement, pourrait être fixée sur son sort mardi, avec une décision de la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

L'édifice de 1.500 m2 peut accueillir jusqu'à 700 fidèles. Ouvert en janvier 2016 malgré l'opposition farouche du sénateur-maire Front national David Rachline, ce lieu de culte est depuis en sursis.

En cause, les permis de construire, le permis initial d'avril 2011 et un permis modificatif de 2013, délivrés dans des conditions contestées. Malgré plusieurs décisions de justice déclarant irréguliers ou illégaux ces permis délivrés par l'ancienne municipalité Les Républicains, la mosquée a jusqu'ici échappé à une démolition.

Le 8 mars encore, dans une procédure distincte de celle menée devant la cour d'appel, le tribunal administratif de Toulon a jugé le permis de construire modificatif de 2013 illégal, le permis initial de 2011 étant quant à lui périmé quand les travaux avaient débuté. Mardi, c'est au tour de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence de se prononcer sur le volet pénal de ce dossier.

En première instance, en février 2016, le tribunal correctionnel de Draguignan avait condamné l'association El-Fath qui gère la mosquée et son président Driss Maaroufi à 15.000 euros d'amende et l'ancien maire de Fréjus, Elie Brun, à une peine d'emprisonnement de 18 mois avec sursis et une interdiction

d'exercer une fonction publique.

Le tribunal avait confirmé que le permis de construire de la mosquée avait été délivré de façon frauduleuse, et en avait attribué l'entière responsabilité à Élie Brun.

Mais les juges du tribunal n'avaient pas suivi les réquisitions du parquet qui demandait la démolition du bâtiment. Le ministère public est à l'origine de l'appel. Devant les magistrats aixois, l'avocat général Thierry Villardo a requis une confirmation des peines infligées en première instance mais n'a pas demandé "en l'état" la démolition.

Il a expliqué n'avoir pas assez d'éléments pour dire si la construction pouvait être régularisée a posteriori au regard du plan de prévention du risque d'inondation (PPRI), et a requis un supplément d'information.

L'avocat de la mairie dirigée par David Rachline, directeur de campagne de Marine Le Pen pour la présidentielle, a quant à lui plaidé la démolition de la mosquée, estimant qu'il n'y avait pas de possibilité de régulariser. La défense a plaidé la relaxe.

fbe/mdm/it

PALESTINIENS-ISRAËL-CONFLIT-CULTURE,PREV

L'hôtel Banksy accueille ses premiers clients à Bethléem
(REPORTAGE)

20/03/2017 15:01:19 GMT+01:00

#714347 DGTE 1116 ECS78 (4) AFP (444)

BETHLÉEM (Territoires palestiniens), 20 mars 2017 (AFP) - L'hôtel de Bethléem décoré par le mystérieux artiste de rue britannique Banksy, dont les chambres donnent sur le mur de séparation construit par Israël en Cisjordanie occupée, accueillait lundi ses premiers clients.

Le "Walled Off Hotel" offre "la pire vue d'hôtel au monde", selon Banksy. Il est situé à seulement quatre mètres du mur et ses neuf chambres sont orientées vers lui.

Les prix varient de 30 dollars pour une place dans un lit superposé à 965 dollars par nuit pour la suite présidentielle.

Les clients doivent déposer une caution de 1.000 dollars pour éviter les vols des dizaines d'oeuvres de Banksy disséminées dans l'établissement. Elles ont été données au profit de la communauté locale, indique le site de l'hôtel.

"Nous attendons (lundi) des clients de six pays différents", explique son

directeur, Wissam Salsaa, qui assure que l'hôtel affiche déjà pratiquement complet pour les trois prochains mois.

Selon lui, l'établissement va permettre de "faire entendre la voix des Palestiniens".

L'artiste, qui entretient le mystère sur son identité, n'était pas présent lundi.

Le "Walled Off Hotel" est à l'image de l'oeuvre de Banksy, transfigurant la réalité avec poésie et une fausse naïveté.

Sa dénomination joue sur le nom d'une chaîne d'hôtel de luxe (Waldorf) et les mots "walled off" en anglais ("muré", "cloisonné").

- Symbole honni -

Dans un ancien immeuble résidentiel vidé de ses occupants, Banksy a reconstitué avec son équipe un hôtel à l'intérieur un peu suranné, s'amusant à détourner des motifs célèbres pour la décoration.

Au-dessus d'un des lits, un soldat israélien et un manifestant palestinien se livrent à une bataille d'oreillers.

Dans la suite présidentielle, un jacuzzi est alimenté par un ballon d'eau ressemblant à ceux installés sur les maisons de nombreux Palestiniens.

Les conflits, le mur et les Territoires palestiniens sont une source d'inspiration pour Banksy, rendu célèbre par ses peintures anonymes au pochoir dans l'espace public.

Une grande partie de la ville de Bethléem vit à l'ombre des blocs de béton de plusieurs mètres de haut qui forment, à cet endroit, le mur de séparation.

Situé à 85% en Cisjordanie, il est pour les Palestiniens l'un des symboles les plus honnis de l'occupation israélienne.

Coté palestinien, le mur est aussi un lieu de manifestation et un terrain d'expression politico-artistique. Les fresques qui le recouvrent par endroits en font une attraction.

Sa construction a commencé en 2002, au cours de la deuxième Intifada. Selon les autorités israéliennes, il doit protéger le territoire israélien d'attaques venues de Cisjordanie occupée. La Cour internationale de

justice l'a déclaré illégale en 2004.

Achevé aux deux tiers, ce mur alterne tronçons en béton et clôture et doit atteindre à terme environ 712 km, selon l'ONU.

jod/jlr/bpe

Faits Divers

ENQUÊTE-AGRESSION-ARMES-LYCÉES-ÉDUCATIONQuatre jours après la fusillade, les cours reprennent au lycée Tocqueville de Grasse20/03/2017 09:06:25 GMT+01:00#712747 DGTE 286 ECK48 (4) AFP (307)

=(Video)=

GRASSE, 20 mars 2017 (AFP) - Les élèves du lycée Tocqueville de Grasse (Alpes-Maritimes) sont retournés en cours lundi matin dans une ambiance pesante, quatre jours après qu'un de leur camarade a ouvert le feu dans l'établissement, faisant cinq blessés, dont le proviseur.

"Ca fait juste bizarre, explique Mathurin, 16 ans, élève de 1re S dans ce lycée d'enseignement général de la périphérie de Grasse, qui a bonne réputation dans la région. Comme ses camarades, il a dû montrer son carnet de correspondance à la grille de l'établissement pour pouvoir entrer, une procédure habituelle dans l'établissement.

Lundi matin, trois employés du rectorat faisaient cependant ouvrir les sacs au pied des escaliers menant à l'entrée principale. La rentrée étaient également surveillée par la police.

De nombreux élèves, souvent peu loquaces, avouaient leur appréhension à retourner en cours quelques jours seulement après que Killian, un de leurs camarades de classe, a blessé en tirant des plombs au fusil à pompe quatre lycéens et touché le proviseur avec une arme de poing de calibre 22.

En garde à vue, Killian a déclaré aux enquêteurs qu'il voulait s'en prendre à un certain nombre d'élèves, entre 8 et 13 ou 14. Aucun des blessés ne faisaient partie de ses cibles prédéterminées.

Des parents, qui n'ont pas voulu donner leur identité, sont venus lundi matin excuser leur fille, victime d'une crise d'angoisse dimanche soir et qu'ils ont dû conduire aux urgences de l'hôpital. Ils ont été reçu par la conseillère principale d'éducation (CPE).

Carine, une assistante d'éducation, ne pouvait s'empêcher de raconter ce qu'elle a vécue jeudi. "Je l'ai mis sur ma page Facebook pour évacuer", souffle-t-elle. Elle a assisté à presque toute la scène et participé à l'évacuation des élèves.

"Je l'ai vécu en direct. Ce week-end, ça allait (...), ce qui fait du bien, c'est qu'une maman m'a remercié d'avoir sauvé sa fille", confie-t-elle.

clr-tlg/kp

Environnement

AUTOMOBILE-GOUVERNEMENT-ENQUÊTE-POLLUTION-ENVIRONNEMENT,LEAD Opel sort blanchi de l'enquête de Bercy sur les émissions de diesel 20/03/2017 09:09:32 GMT+01:00#712751 DGTE 290 ECK52 (4) AFP (193)

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - La marque Opel, actuelle filiale de l'américain General Motors, est sortie blanchie d'une enquête de la Répression des fraudes sur les émissions polluantes de ses véhicules diesel en France, a annoncé lundi le ministère de l'Economie. Des investigations et des tests sur les véhicules de la marque, que le groupe français PSA est en train d'acquérir, "n'ont pas mis en évidence de faits constitutifs d'une infraction de tromperie" et le dossier est donc clos, a précisé Bercy dans un communiqué.

Opel est pour l'instant la seule marque visée par l'enquête de la Répression des fraudes (DGCCRF) déclenchée à la suite du scandale Volkswagen en 2015 à en sortir sans être inquiétée.

Auparavant, les dossiers Fiat-Chrysler, PSA (marques Peugeot, Citroën et DS), Volkswagen et Renault ont été transmis au parquet. Ces deux derniers groupes automobiles sont désormais visés par des informations judiciaires pour "tromperie".

Les investigations sur Opel "s'inscrivent dans le cadre d'une enquête plus large sur les pratiques relatives aux émissions d'oxydes d'azote (NOx) d'une douzaine de constructeurs commercialisant des véhicules diesel en France", a ainsi rappelé lundi Bercy en soulignant que "des investigations relatives aux autres constructeurs sont toujours en cours".

tq/pan/kp

ÉNERGIE-DÉCHETS-ENVIRONNEMENT Recyclage du photovoltaïque: Veolia crée la 1e unité en France 20/03/2017 10:10:30 GMT+01:00#712936 DGTE 376 ECL38 (4) AFP (233)

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - Le spécialiste de la gestion des déchets Veolia a décroché le premier contrat de traitement et de valorisation de panneaux photovoltaïques usagés en France auprès de l'organisme chargé d'en gérer le recyclage, selon un communiqué diffusé lundi.

PV Cycle France, l'entité agréée par les pouvoirs publics pour la collecte de ces produits, a confié à Triade Electronique, une filiale de Veolia, un contrat de quatre ans prévoyant

notamment la mise en place de la première unité de traitement dévolue au sein de cette filière.

Installée sur le site de l'entreprise à Rousset (Bouches-du-Rhône), cette ligne de traitement devrait démarrer son unité prochainement et "permettra de valoriser plus de 1.400 tonnes de matières d'ici à la fin de l'année 2017".

Les matières premières secondaires seront réinjectées dans diverses filières (aluminium, verre, cuivre, etc).

"Veolia anticipe une augmentation d'environ 40% chaque année des tonnages recyclés qui excéderont les 4.000 tonnes au terme du contrat en 2021", souligne le communiqué.

Plus de 55.000 tonnes de panneaux photovoltaïques sont installés en France et fin 2016, la puissance totale raccordée sur l'ensemble du territoire français se montait à 6,8 GW. Il est prévu que cette puissance triple pour atteindre 20,2 GW en 2023, note le document.

La réglementation européenne oblige tout importateur ou fabricant de panneaux à énergie solaire établi sur le territoire européen de les collecter et de les traiter lorsqu'ils arrivent en fin de vie.

jum/fka/kp

VEOLIA ENVIRONNEMENT (isin = FR0000124141)

ÉNERGIE-UAE-ENVIRONNEMENT-DUBAI-ÉLECTRICITÉDubai inaugure une centrale solaire de 200 MW20/03/2017 13:52:05 GMT+01:00#713982 DGTE 944 ECR06 (4) AFP (273)

=(Video+Photo)=

DUBAÏ, 20 mars 2017 (AFP) - Dubai a inauguré lundi une centrale solaire de 200 mégawatts capable de fournir de l'électricité à 50.000 habitations, franchissant une autre étape sur la voie du développement des énergies renouvelables.

La centrale constitue la seconde phase du Parc solaire Mohamed ben Rached Al-Maktoum qui doit générer 1.000 mégawatts lorsqu'il sera achevé en 2020, selon l'Autorité de l'électricité et de l'eau de Dubai (DEWA).

Dubai ambitionne de produire 75% de son électricité à partir d'énergies renouvelables à l'horizon de 2050.

La centrale a été réalisée par un consortium conduit par ACWA Power (Arabie saoudite) et associant l'espagnol TSK avec un investissement de 326 millions de dollars.

"C'est la plus importante et l'unique centrale de la région", a indiqué le patron de DEWA, Saïd al-Tayer, dont la compagnie achètera l'électricité produite.

S'étendant sur 4,5 km² dans le désert de Dubai, la centrale est dotée de 2,3 millions de panneaux photovoltaïques.

Le Parc solaire Mohamed Ben Rached Al-Maktoum est devenu opérationnel en 2013 avec une capacité de 13 mégawatts.

DEWA a choisi l'année dernière un consortium conduit par Masdar d'Abou Dhabi pour réaliser la troisième et dernière phase du parc d'une capacité de 800 mégawatts.

Dubai a actuellement, toutes énergies comprises, une capacité de production de 10.200 mégawatts, a indiqué M. Tayer.

L'émirat fait partie de l'Etat des Emirats arabes unis, mais a peu de réserves pétrolières contrairement à son voisin Abou Dhabi.

"L'Etat (des Emirats) a commencé tôt à se préparer à dire adieu à la dernière goutte de pétrole avec une stratégie claire consistant notamment à investir dans une nouvelle génération de centrales utilisant différentes technologies solaires", a déclaré le chef de DEWA.

ak/mh/hj

Sport

TENNIS,PREVATP - Federer tout sourire, Murray et Djokovic grimacent (MAGAZINE)20/03/2017 11:20:29 GMT+01:00#713198 DGTE 516 ECM78 (4) AFP (655)

=(Photo)=

INDIAN WELLS (Etats-Unis), 20 mars 2017 (AFP) - Pendant que Roger Federer triomphait à Indian Wells dimanche, Andy Murray et Novak Djokovic broyaient du noir à cause de blessures, qui les privent au moins du prochain grand rendez-vous, à Miami, et qui annoncent peut-être une redistribution des rôles au sommet du tennis mondial.

Federer vit de son propre aveu "un conte de fées": trois mois à peine après son retour de la plus longue absence de sa carrière --six mois pour soigner un genou et son dos--, il a remporté l'Open d'Australie et le Masters 1000 d'Indian Wells, soit les deux plus gros tournois du début de saison.

Mieux, le Suisse s'est imposé avec la manière: en Californie, il n'a pas perdu un seul set et a dominé notamment deux clients, Rafael Nadal, submergé 6-2, 6-3 en 8e de finale, et Stan Wawrinka, usé 6-4, 7-5 en finale.

L'ancien N.1 mondial, armé d'un revers revisité par Ivan Ljubicic et dégagé de tout problème physique, donne l'impression de vivre, à 35 ans, une seconde jeunesse.

"Je suis complètement surpris par tout ça, parce que je n'étais pas loin de tomber à la 35e place mondiale si je n'avais pas joué l'Australie ou si j'avais perdu tôt", insiste le Suisse, passé de la 10e à la 6e place mondiale après son cinquième titre à Indian Wells, le 90e de sa carrière.

- Aucun titre en 2016 -

Son retour tonitruant est d'autant plus surprenant que beaucoup avaient présenté 2016 comme le début de la fin, puisqu'il n'avait disputé que sept tournois, n'en avait remporté aucun --une première depuis 2000-- et avait manqué à Roland Garros son premier Grand Chelem depuis l'US Open 1999.

Même si sa dernière victoire à Miami remonte à 2006, il fait figure de grand favori du deuxième Masters 1000 de l'année, qui commence mardi, ce qu'il conteste.

"Je sais à quel point c'est dur de gagner Indian Wells et Miami. C'est pour ça que je n'arrive pas à Miami avec pour objectif de gagner le titre, même si tout le monde attend ça de moi après ce début de saison", prévient-il.

A Key Biscayne, Federer ne croisera pas la route de Murray et Djokovic qui ont remporté à eux deux les huit dernières éditions du tournoi floridien.

L'un et l'autre ont déclaré forfait pour le tournoi en invoquant une blessure à un coude qui explique peut-être leur début de saison mitigée.

Les deux meilleurs joueurs de la planète n'ont pas dépassé les quarts de finale des trois premiers grands rendez-vous de la saison, si on inclut Miami, du jamais-vu dans l'histoire du circuit ATP.

- Djokovic choqué -

Si Murray espère être rétabli pour la saison sur terre battue, Djokovic, auteur du "Sunshine Double" (doublé du soleil Indian Wells/Miami) lors des trois dernières saisons, s'est montré beaucoup plus vague.

"Je vais faire tout ce qui est en mon pouvoir pour guérir et revenir sur les courts le plus rapidement possible (...) C'est aussi choquant pour moi que cela peut l'être pour vous", a écrit sur sa page Facebook le Serbe.

Cette blessure avait déjà perturbé "Djoko" lors de l'été 2016, où après son titre à Roland-Garros, le seul tournoi du Grand Chelem qui manquait à son palmarès, il a enchaîné quelques déconvenues comme son élimination au 3e tour de Wimbledon et dès son premier match des JO-2016 de Rio, puis perdu sa première place au classement ATP.

Il y a un an tout juste Federer était dans une situation encore plus compliquée, puisqu'il avait dû subir une arthroscopie d'un genou et fait une première pause de deux mois et demi entre l'Open d'Australie et Monte-Carlo.

Signe que tout peut aller très vite dans un sens comme dans un autre, ce n'était plus qu'un mauvais souvenir.

"Je me sens très bien, on va fêter ce titre ici, puis on ira à Miami dans une ville où il y a beaucoup de fêtes, et on va continuer là-bas", savoure le "roi Roger".

jr/dif

FOOT-DÉCÈS-SPORT-EIRIrlande - Décès à 27 ans du footballeur Ryan McBride
20/03/2017 16:47:39 GMT+01:00#715073 DGTE 1434 ECV96 (4) AFP (118)

DUBLIN, 20 mars 2017 (AFP) - Le capitaine du club irlandais de Derry City, Ryan McBride, est décédé brutalement lundi à l'âge de 27 ans, a annoncé la Fédération irlandaise de football.

Mc Bride a été retrouvé mort à son domicile. La cause du décès n'a pas été révélée.

"Le football irlandais est en deuil après la perte d'un vrai grand joueur", a déclaré le directeur général de la Fédération irlandaise dans un communiqué.

Un hommage lui sera rendu avant le match de l'Eire vendredi contre le pays de Galles, dans le cadre des qualifications pour la Coupe du monde 2018.

McBride avait fait ses débuts pour Derry City en 2011. Il a disputé plus de 100 matches de championnat avec son club.

bur-thw/dif/el

Art et Culture

THÉÂTRE-SOCIÉTÉ-COLLECTIVITÉS,PREVUne "caravane des rêves" recueille la parole des habitants en Seine-Saint-Denis (PRESENTATION)20/03/2017 09:15:07 GMT+01:00#712760 DGTE 296 ECK58 (4) AFP (666)

Par Marie-Pierre FEREY

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - Une camionnette bariolée, la "caravane des rêves" a recueilli pendant un an la parole de 102 habitants de Stains (Seine-Saint-Denis), pour aboutir à une pièce de théâtre originale, "Rêver peut-être", créée jusqu'au 25 mars au Studio-Théâtre de Stains.

Le camion s'est garé sur les places et les marchés, invitant les Stanois à entrer pour se confier. "Ça s'est passé au moment des attentats de novembre 2015, qui ont été un vrai électrochoc en banlieue, on sentait une désespérance, et on s'est demandé ce que le théâtre pouvait faire", a confié à l'AFP Marjorie Nakache, directrice artistique du Studio-Théâtre de Stains et metteur en scène de la pièce.

"L'idée, c'était de prendre le contrepied de ce désespoir, de parler de rêves, de belles choses".

Sur scène, les témoignages sont projetés en gros plan sur trois écrans mobiles, parmi lesquels se glissent deux danseurs-jongleurs-magiciens pour de petites scènes très poétiques.

Dans la salle pleine à craquer, le public de l'après-midi - enfants, lycéens, personnes âgées, femmes du cours d'alphabétisation, chômeurs - suit avec attention les paroles d'habitants qui pourraient être leurs voisins.

Sur l'écran, un vieil homme confie qu'il a rêvé qu'il faisait visiter le souk d'Alger à ... Donald Trump et la salle éclate de rire.

L'émotion affleure lorsqu'une jeune femme confie que son rêve serait d'avoir une maison, "parce qu'on est cinq dans un studio de 24 m²" ou qu'une lycéenne rêve que ses parents aient moins de mal à boucler les fins de mois.

Marjorie Nakache a demandé aux interviewés à la fois de raconter un rêve, et de dire ce qu'ils feraient avec une baguette magique.

"Ce qui m'a frappé, c'est qu'en majorité les gens voulaient un monde meilleur, pas pour eux, pour tous. Il y a une parole universelle forte, qui est de vivre tranquillement les uns avec les autres".

- Le théâtre en banlieue, un combat -

La parole restituée est aux antipodes des clichés. Pas de "wesh wesh" (façon de parler qu'aurait les jeunes de banlieues, ndlr) ici, mais des paroles dignes, parfois intimes, avec ces personnes évoquant leurs rêves récurrents de proches disparus.

Rêver dans le "93" est parfois plus difficile qu'ailleurs, conviennent certains interviewés, comme cette jeune fille qui reconnaît en souriant cumuler "tous les mauvais points: femme, noire et habitant le 93". Mais elle se dit aussi "fière" d'être ce qu'elle est.

Bien sûr, à raison de 102 entretiens de 10 minutes à une heure, il a fallu couper dans les 18 heures de rushes, "un crève-cœur", dit la metteur en scène.

Marjorie Nakache envisage de poursuivre ce travail avec un film. Depuis 1984, la compagnie Studio-Théâtre de Stains qu'elle a fondée avec Xavier Marcheschi revendique "un théâtre de service public ouvert à tous, où ce ne soit pas infranchissable de passer la porte". Dans le public, une femme en boubou côtoie une étudiante en théâtre de l'Université de Saint-Denis. Le théâtre est ouvert 7 jours sur 7, dispense des ateliers d'art dramatique et de cirque pour tous les âges, et accueille des spectacles de jeunes compagnies en résidence en plus de ses propres créations.

En 1995, la première adaptation à la scène de "La Misère du monde", d'après le livre de Pierre Bourdieu, avait attiré les Parisiens en masse. Ils se font plus rares aujourd'hui.

"A un moment, le regard sur la banlieue a changé, c'est peut-être lié aux émeutes en 2005, et les médias véhiculent quand même, qu'on le veuille ou non, une image difficile", remarque-t-elle.

Créer en banlieue est un combat, convient-elle. Faire venir un critique de théâtre à Stains est toute une affaire, et les créations du Studio-Théâtre n'ont pas la publicité d'une scène nationale parisienne.

"Je suis très en colère contre le monde culturel qui, dans les textes, veut dénoncer les inégalités mais dans les faits s'accommode de cloisonnements étanches", dit-elle.

C'est pourtant là, au contact des populations interrogées dans la "Caravane des rêves", que Marjorie Nakache puise sa créativité: "rester dans l'entre-soi, c'est se priver d'une richesse incroyable, c'est s'assécher".

mpf/alu/fm

MODE-IN DUSTRIE

Une collection de monnaies inédite signée Jean Paul Gaultier

20/03/2017 10:13:16 GMT+01:00

#712944 DGTE 380 ECL42 (4) AFP (298)

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - D'une Jeanne d'Arc en corset au marin provençal habillé de l'emblématique marinière, Jean Paul Gaultier revisite les silhouettes des régions françaises sur une collection inédite de pièces, disponibles à partir de ce lundi à la Monnaie de Paris.

La Monnaie de Paris a fait appel au créateur pour réaliser sa collection 2017 de monnaies en métal précieux, dont quinze sont dévoilées ce lundi.

Douze régions françaises sont ainsi mises à l'honneur: elles bénéficient d'une pièce de 10 euros illustrée par "l'enfant terrible" de la mode, où "chaque silhouette fidèlement reprise de l'une de ses créations, se pare de décors évocateurs des régions de France".

Ici une danseuse du Moulin Rouge arbore une crête iroquoise et un corset échappés de la collection "Punk Cancan" (haute couture printemps-été 2011), là un jeune Marseillais pose dans l'emblématique marinière devant la basilique

Notre-Dame-de-la-Garde.

A ces douze pièces s'ajoutent deux monnaies en argent de 50 euros : le "Coq marinière" colorisé porte le bleu-blanc-rouge français, tandis qu'il danse avec sa poule en corset (inspiré par celui de Madonna) au bal de la fête nationale sur la pièce "14 Juillet". Une pièce de 200 euros en or pur vient compléter cette collection, où "l'Hexagone se dessine avec poésie dans un jeu de feuillages et de roses, au look d'un tatouage vintage".

Tirées à un peu plus d'un million pour la collection régionale, 50.000 pour "14 Juillet" et 25.000 pour la pièce colorisée et la pièce en or, ces monnaies constituent une cible de choix pour les "fashionistas" et les "numismates avertis".

"LA FRANCE par Jean-Paul Gaultier" est disponible à la Monnaie de Paris (sur le site ou en boutique) et chez tous les buralistes participants.

En 2016, c'est le "Petit Prince" qui avait effectué le tour de France avec la Monnaie de Paris.

cdu/alu/kp

GB-PEINTURE-PROCÈSGB: un homme jugé pour avoir endommagé un tableau de Gainsborough20/03/2017 12:11:43 GMT+01:00#713449 DGTE 643 ECO05 (4) AFP (197)

=(Photo)=

LONDRES, 20 mars 2017 (AFP) - Un homme soupçonné d'avoir endommagé volontairement un tableau célèbre du peintre anglais du 18e siècle Thomas Gainsborough à la National Gallery de Londres est présenté lundi devant un tribunal de Westminster.

Keith Gregory, 63 ans, sans domicile fixe, a été arrêté samedi et est accusé d'avoir eu recours à "un instrument tranchant" pour endommager le tableau, a précisé la National Gallery dans un communiqué.

"Les dégâts se limitent à deux longues rayures qui ont pénétré les couches de peinture mais pas la toile", a-t-elle ajouté. "Un homme a rapidement été retenu par des assistants de la galerie avec l'aide de plusieurs visiteurs. Il a été arrêté par la police métropolitaine", a précisé le musée.

"The Morning Walk" (1785) (La promenade matinale) de Thomas Gainsborough montre un couple élégant, William Hallett et Elizabeth Stephen, en promenade en forêt avec leur chien. Tous deux âgés de 21 ans, ils étaient sur le point de se marier pendant l'été 1785, peu après la réalisation de ce tableau, précise la National Gallery.

L'aile du musée qui accueille les peintres britanniques avait été évacuée et fermée pendant deux heures. L'oeuvre, qui n'est plus exposée, est en cours d'évaluation par les restaurateurs.

mc/fb/pt

PRÉSIDENT-DIPLOMATIE-GUERRE-ARTS-CULTURE-EMIRATS-UNESCO Patrimoine
menacé par le terrorisme: plus de 75 millions de dollars mobilisés 20/03/2017 13:42:20
GMT+01:00#713923 DGTE 914 ECQ76 (4) AFP (398)

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - Sept pays, parmi lesquels la France, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ainsi qu'un donateur privé ont promis lundi 75,5 millions de dollars pour la sauvegarde du patrimoine culturel menacé par la guerre et le terrorisme, principalement au Moyen-Orient, lors d'une conférence au Louvre.

Baptisée "Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit", l'initiative lancée par Paris, Abou Dhabi et l'Unesco entend réunir d'ici à 2019 100 millions de dollars, dont les trois quarts ont donc déjà été collectés.

Dans le détail, la France a confirmé qu'elle mobiliserait 30 millions de dollars pour le fonds, déjà promis lors d'une précédente conférence réunie à Abou Dhabi en décembre.

Les Emirats arabes unis ont annoncé une contribution de 15 millions, l'Arabie saoudite, de 20 millions, le Koweït, de 5 millions, le Luxembourg, de 3 millions et le Maroc, de 1,5 million.

A ces contributions d'Etats s'ajoute celle du philanthrope américain Tom Kaplan, qui entend apporter un million de dollars.

La Suisse, pour sa part, s'est engagée à soutenir les structures opérationnelles de l'Alliance, soit un effort évalué à 8 millions de dollars.

Mais d'autres Etats ont promis de futures contributions ou d'apporter les compétences de leurs réseaux scientifiques ou diplomatiques: l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Chine, la Corée du Sud et le Mexique.

L'idée de cette initiative était née deux ans plus tôt presque jour pour jour, lors d'une visite de François Hollande dans cette même salle du Louvre, la Cour Khorsabad consacrée à la civilisation assyrienne, où était organisée lundi la conférence de donateurs.

Il s'agissait alors de dénoncer les saccages de sites archéologiques par le groupe Etat islamique (EI) et le régime syrien. Mais au moment même où le chef de l'Etat français s'exprimait, un commando jihadiste prenait d'assaut le musée du Bardo à Tunis, faisant une vingtaine de morts.

En mars 2001, le saccage par les talibans des Bouddhas de Bamiyan, en Afghanistan, avait créé un premier électrochoc dans l'opinion internationale.

Depuis, l'EI, Al-Qaida et leurs affidés se sont acharnés sur les cités antiques de Palmyre, de Ninive ou d'Hatra, les mausolées de Tombouctou, le musée de Mossoul et bien d'autres sites encore.

"A Bamiyan, Mossoul, Palmyre, Tombouctou et ailleurs, les fanatiques ont fait du trafic, du pillage et de la destruction de l'héritage culturel le prolongement des persécutions contre les populations", a une nouvelle fois dénoncé François Hollande lundi au Louvre.

ha/chr/it

THE BANK OF NEW YORK MELLON (isin = US0640581007)

Santé

SANTÉ-HÔPITAUX-PSYCHIATRIE

Psychiatrie: des règles pour limiter les mesures d'isolement et de contention

20/03/2017 14:21:05 GMT+01:00

#714159 DGTE 1015 ECR77 (4) AFP (269)

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - Malades mentaux à l'isolement ou attachés: la Haute Autorité de santé (HAS) a entrepris de répondre aux critiques grandissantes contre ces pratiques en fixant des limites précises à leur utilisation dans les hôpitaux psychiatriques.

"Ce sont des techniques de dernier recours, après échec de mesures alternatives, la priorité étant de prévenir les épisodes de violence", souligne la HAS dans une recommandation de bonne pratique publiée lundi à destination des médecins.

Elle précise que l'utilisation de l'isolement et de la contention (qui consiste à immobiliser le patient par des liens, attaches ou camisolés) ne peut avoir lieu que pour une durée "limitée" (12 heures pour l'isolement et 6 heures pour la contention), éventuellement renouvelable, après une évaluation du patient par le médecin présent, confirmée dans l'heure par un psychiatre.

La HAS rappelle également que le but de ces mesures "ne peut en aucun cas être de punir, humilier ou établir une domination sur des patients ou de résoudre un problème organisationnel comme un manque de personnel".

Cette mise au point répond directement aux critiques émises dans un rapport publié l'an dernier dans lequel la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté (CGLPL) Adeline Hazan, dénonçait des abus et des atteintes aux droits des patients dans les hôpitaux psychiatriques.

Le rapport critiquait notamment l'utilisation de l'isolement ou de la contention à des fins disciplinaires ou de sanction et précisait que certains services allaient "jusqu'à établir un barème en jours d'isolement en fonction de la transgression à des règles fixées".

Il déplorait également "la présence insuffisante des médecins" et un "manque de réflexion d'ensemble sur la liberté de circulation des patients".

ez/abb/ial/nm

SANTÉ-GREFFES-ORGANES-MALADIE

Poursuite de la hausse des greffes d'organes en 2016

20/03/2017 15:26:52 GMT+01:00

#714505 DGTE 1185 ECT47 (4) AFP (287)

=(Infographie)=

PARIS, 20 mars 2017 (AFP) - Le nombre de greffes d'organes a atteint 5.891 en 2016, dépassant ainsi l'objectif du plan greffe 2012-2016, selon des chiffres préliminaires diffusés lundi par l'Agence de la biomédecine.

Le nombre d'organes greffés a ainsi progressé l'an dernier de 2,5% par rapport à 2015 (5.739 greffes). En 5 ans (2012-2016), ce nombre a augmenté de 17%, note l'agence sanitaire. L'année 2016, comme 2015, dépasse les 5.700 greffes annuelles, objectif du plan greffe 2012-2016.

Les greffes de rein restent les plus nombreuses: 3.615 en 2016 (dont 576 à partir de donneurs vivants, contre 547 en 2015). Celles réalisés avec donneur vivant représentent près de 16% des greffes rénales.

Les greffes de foie ont atteint le nombre de 1.322 (contre 1.365 en 2015) dont 5 avec donneur vivant (contre 15 l'année précédente). On dénombre également 477 greffes cardiaques, 371 greffes pulmonaires, 90 greffes pancréatiques et 3 greffes intestinales.

La greffe progresse, mais en raison de son succès et du vieillissement de la population, la liste nationale des personnes en attente de greffes - surtout pour le rein - ne cesse de croître.

En 2016, au total 22.617 patients étaient en attente d'un organe. L'Agence de la biomédecine précise toutefois qu'au 1er janvier 2016, il y avait 6.083 patients de la liste qui ne pouvaient provisoirement pas être greffés pour diverses raisons médicales.

En 2015, 21.378 personnes étaient inscrite sur liste d'attente, plus du double d'il y a environ vingt ans.

L'agence ajoute que l'activité de greffe à partir de donneurs décédés dans le cadre d'une limitation ou d'un arrêt des thérapeutiques (procédure dite de "Maastricht III"), initiée en 2014, a permis 114 greffes en 2016. A ce jour, dix hôpitaux sont autorisés à réaliser ce type de prélèvements en France.

bc/ez/alu/sd

Insolite

MOZAMBIQUE-SPORT-INSOLITE-ANIMAUX-ACCIDENT Un joueur de foot tué par un crocodile au Mozambique 20/03/2017 10:49:14 GMT+01:00 #713055 DGTE 432 ECL94 (4) AFP (177)

MAPUTO, 20 mars 2017 (AFP) - Un joueur de football mozambicain de 19 ans a été tué la semaine dernière à Tete, dans l'ouest du pays, par un crocodile qui l'a happé alors qu'il s'entraînait au bord d'un fleuve, a-t-on appris lundi auprès de son club.

La victime, Estevao Alberto Gino, jouait dans le club de 2e division Atletico Mineiro de Tete et vivait près du fleuve Zambèze.

"Ce soir-là (jeudi), il faisait sa gymnastique. Après son jogging, il était les mains dans l'eau quand le crocodile l'a attrapé", a raconté à l'AFP son entraîneur, Eduardo Carvalho.

Deux voisins qui accompagnaient le joueur ont assisté à la scène. "D'après eux, le crocodile faisait cinq mètres de long. Ils n'ont rien pu faire", a ajouté M. Carvalho.

Les attaques de crocodiles sont fréquentes le long du fleuve Zambèze. "Les habitants n'ont pas l'eau courante, donc ils ont l'habitude d'aller au fleuve", a expliqué l'entraîneur.

Un porte-parole de la police locale a confirmé l'incident à l'AFP. Selon Leonel Muchina, le corps de la victime n'avait toujours pas été retrouvé lundi à la mi-journée.

aba/pa/jhd

LIBAN-ANIMAUX-SYRIE-CONFLIT

Le Liban sauve trois petits tigres en route pour la Syrie en guerre

18/03/2017 16:25:52 GMT+01:00

#699763 DGTE 1134 EBD09 (4) AFP (353)

BEYROUTH, 18 mars 2017 (AFP) - Un groupe libanais de défense des animaux a indiqué avoir sauvé trois petits tigres de Sibérie, déshydratés et infestés d'asticots, qui étaient en cours d'acheminement vers un zoo en Syrie.

Animals Lebanon a affirmé avoir secouru les félins plus tôt cette semaine après qu'ils eurent passé plus de sept jours enfermés dans des conditions "inacceptables" à l'aéroport de Beyrouth.

Les animaux étaient arrivés à l'aéroport de Beyrouth en provenance d'Ukraine le 7 mars. Mais ils ont passé une semaine à l'intérieur d'une caisse en bois en raison d'apparentes confusions au sujet de leur voyage, a déclaré la vice-présidente de l'organisation Maggie Shaarawi.

"Rien n'allait. Il n'y avait aucun bac dans lequel ils pouvaient uriner. Ils baignaient dans leurs urines et excréments. Il n'y avait aucune écuelle pour l'eau", a-t-elle précisé à l'AFP.

Des images publiées par Animals Lebanon montrent de petits tigres affaiblis, rongés par les vers et recouverts d'excréments, qui se recroquevillent, pendant que les volontaires ouvrent une petite caisse en bois d'à peine un tiers de m3 et percée de quelques trous.

Lorsque le groupe a entendu parler de l'expédition de ces animaux, il a réclamé du ministère de l'Agriculture qu'il enquête sur les conditions de voyage et leurs conformités avec les conventions libanaises et internationales.

Un juge a ensuite ordonné que les animaux soient remis à Animals Lebanon "en raison de vives inquiétudes sur leur état de santé", selon le groupe.

Mme Shaarawi n'a pas précisé où se trouvaient actuellement les animaux mais a assuré qu'ils resteraient sous la protection de son organisation jusqu'à ce que la justice décide "de leur renvoi ou non à leur propriétaire".

L'AFP a obtenu une copie du permis prévoyant l'envoi par "un entrepreneur privé" en Ukraine des bébés tigres au "Zoo Samer Alehsenawi", situé près de Damas.

En juillet, le ministère libanais de l'Agriculture avait émis un décret visant à stopper le trafic -important au Liban- de grands félins comme les lions, les tigres, les pumas et à imposer aux zoos des permis officiels.

Le Liban est membre depuis 2013 de la Convention sur le commerce international des espèces sauvages menacées d'extinction (CITES).

mjg/nbz/bpe

ONU-NORVÈGE-BONHEUR-SOCIÉTÉ-SANTÉLe pays le plus heureux du monde est...la Norvège20/03/2017 13:49:15 GMT+01:00#713962 DGTE 936 ECQ98 (4) AFP (396)

=(Infographie)=

NEW YORK, 20 mars 2017 (AFP) - La bonne nouvelle devrait permettre d'affronter plus facilement les rigueurs de l'hiver. La Norvège est officiellement le pays le plus heureux du monde, selon un très officiel rapport de l'ONU publié lundi.

Classée 4e l'an dernier, la Norvège s'empare de la 1ère place devant le Danemark, l'Islande et la Suisse, selon le classement 2017 du World Happiness Report, dont l'objectif est d'intégrer le bien-être dans les statistiques publiques.

La Première ministre norvégienne Erna Solberg a modestement réagi, saluant "une belle validation un lundi matin".

"Même si nous sommes maintenant à la tête de classement, nous continuons à donner la priorité aux soins pour les maladies mentales, à améliorer le suivi des enfants et des jeunes parce que beaucoup sont encore en difficulté", a-t-elle déclaré.

Le rapport s'appuie sur une série d'indicateurs destinés à rendre compte du bien-être des populations, au-delà des seuls indicateurs économiques.

"Les quatre premiers pays se classent très bien sur tous les principaux facteurs qui favorisent le bonheur: la compassion, la liberté, la générosité, l'honnêteté, la santé, le revenu et la bonne gouvernance", explique le rapport

La Finlande (5e), les Pays-Bas (6e), le Canada (7e), la Nouvelle-Zélande (8e), l'Australie et la Suède à égalité au 9e rang, complètent le classement des dix pays les plus "heureux".

Tous sont des pays développés et riches. Pourtant, l'argent n'est pas le seul ingrédient de la recette du bonheur.

Parmi les pays les plus riches, les différences de niveau de bonheur ont beaucoup à voir avec "les différences de santé mentale, de santé physique et de relations personnelles: la plus grande source de misère est la maladie mentale", selon le rapport.

"Les différences de revenu importent davantage dans les pays pauvres, mais même leur maladie mentale est une source majeure de misère", ajoutent les auteurs.

Un autre grand pays, la Chine, a fait des progrès économiques importants ces dernières années. Mais son peuple n'est pas plus heureux qu'il y a 25 ans, constate le World Happiness Report.

Les Etats-Unis ont quant à eux glissé de la 13e à la 14e place en raison de coupes dans les programmes sociaux et d'une plus grande corruption. Ces mêmes facteurs expliquent pourquoi les pays nordiques se portent mieux sur cette échelle du bonheur.

La France est loin derrière, progressant légèrement dans ce nouveau classement de la 32e à la 31e place.

La Centrafrique ferme ce classement de 155 pays.

mdl-kal/vog

Facebook (isin = US30303M1027)
